

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 20.10.22

#Objet : Question orale de Madame Stéphanie Paulissen (DéFI) : Projet « Côté Colline » #

Séance publique

Secrétariat

Une nouvelle mouture du projet immobilier « Côté Colline » situé au pied du Bergoje chaussée de Wavre a été déposée. Il avait dans sa première version fait l'objet d'un avis défavorable émis par la commune d'Auderghem en décembre 2021.

En effet, le projet devait être amélioré sur plusieurs points fondamentaux :

- la réduction de la taille du projet;
- la réduction du nombre de studios et petits appartements et l'augmentation du nombre d'appartements trois chambres;
- l'augmentation des zones de plantations et la perméabilité du site.

Partageant la plupart des considérations émises par la Commune, les représentants régionaux ont émis par contre un avis favorable conditionnel prévoyant principalement :

- la suppression des 6 maisons bifamiliales du haut du Clos du Bergoje,
- la suppression d'un étage du corps du bâtiment à front de la chaussée de Wavre en gardant les deux derniers niveaux en recul,
- l'augmentation de la distance du projet avec l'immeuble d'appartements existant et la création d'un passage public au travers du projet.

A la suite de ces premiers avis, le demandeur a modifié son projet et celui-ci a fait récemment l'objet d'une enquête publique et d'une commission de concertation. De nombreuses personnes ont émis des remarques sur ce projet.

A cet égard, pourriez-vous nous faire part des avis émis et décisions prises à propos de cette nouvelle version du projet.

Je vous remercie pour vos réponses.

Stéphanie PAULISSEN

Conseillère communale - DéFI

- **Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin :**

Madame la Conseillère communale,
Je vais vous répondre au nom du Collège.

Le projet Côté Colline est développé au pied du Bergoje sur les terrains actuellement occupés par Carodec (marchand de matériaux) et Aldi (occupation temporaire). Ces établissements imperméabilisent actuellement 72% de la parcelle. La végétalisation est limitée aux pourtours des zones construites. La végétation s'est développée sur des talus très raides. Le projet ne modifie en aucune manière la végétation de la bande de terrain qui longe la voirie menant à l'intérieur du clos du Bergoje. Cette parcelle de terrain fait partie de la copropriété du Clos.

On peut qualifier de brutaliste la manière dont les constructions ont été implantées en creusant la colline du Bergoje.

Le projet Côté Colline reconstitue une pente modérée entre la chaussée de Wavre et la partie supérieure du clos. Il développe deux bâtiments l'un à front de la chaussée de Wavre et l'autre parallèlement à l'immeuble à appartements du clos.

La version modifiée du projet a été mise à l'enquête publique du 24 août au 22 septembre dernier. Le projet a été présenté lors d'une réunion publique qui s'est tenue le 1 septembre. Chacun a pu prendre connaissance du dossier complet de la demande via le site permis en ligne.

Dans le cadre de ma réponse, je ne vais mentionner que les modifications principales du projet :

- Les 6 maisons bifamiliales projetées sur la rive est du projet face aux maisons du Bergoje ont été supprimées comme demandé mais, une légère extension de l'immeuble à front de la chaussée de Wavre s'étend sur cette rive mais sans faire face aux maisons existantes du Clos. Cette extension comporte 6 appartements 3 chambres.
- Le gabarit de l'immeuble à front de la chaussée de Wavre a été réduit d'un niveau complet.
- L'implantation de l'immeuble à appartement projeté (côté sud) a été modifiée pour respecter par rapport à la limite du terrain au moins une distance équivalente à celle qui la sépare de l'immeuble existant.
- Le projet comporte significativement moins de petits logements et plus de grands logements.
- Le chemin qui parcourt le jardin intérieur du projet est accessible à tous.
- Ce jardin est considérablement agrandi et prévoit des plantations nouvelles sur toute la rive est du clos constituée de maisons unifamiliales.

L'enquête publique a donné lieu à de nombreuses réactions (57 lettres et une pétition) que je ne peux que synthétiser brièvement ici :

- Accord très large pour développer du logement en lieu et place des hangars actuels
- Constat très majoritaire d'avancées positives par rapport au projet initial mais néanmoins insuffisantes
- Certains demandent la suppression d'un niveau de l'immeuble à appartements
- Opposition à l'abattage des arbres existants
- Opposition à certains volumes projetés notamment le volume en bout d'immeuble à appartement dans le dessus du clos
- Craintes pour l'impact sur la zone Natura 2000 du parc du Bergoje notamment si le projet touche à la nappe phréatique, ce qui n'est pas le cas.
- Craintes pour la mobilité et le stationnement.
- Craintes pour la stabilité lors du chantier.
- Soutiens au projet car belle avancée en regard de la situation actuelle.

La commission de concertation s'est réunie le 13 octobre dernier.

Comme il se doit chacun a pu exprimer sa position en l'argumentant.

Les représentants d'URBAN (région) qui sont en charge de la délivrance ou du refus du projet ont indiqué qu'il n'y avait aucune raison de remettre en cause l'avis favorable émis antérieurement et qu'ils examinaient

uniquement les modifications apportées au projet.

Le représentant de Bruxelles-Environnement a mentionné que son institution a examiné la qualité actuelle des plantations et de la biodiversité du site. Bruxelles-Environnement a conclu que les plantations actuelles empêchaient le développement d'une biodiversité riche et que le projet présentait à cet égard un bilan très positif.

URBAN et la commune ont soulevé les questions posées par le volume situé à l'extrémité de l'immeuble à appartements et l'extension susmentionnée.

Un échange assez vif a eu lieu à propos de l'absence d'étude de stabilité et des craintes que cela suscitait. Il a été répondu que cette question relève de la responsabilité des constructeurs et de en particulier de l'architecte qui poursuivront ces études si le permis est obtenu. Les membres de la commission ont précisé que la législation n'impose pas de joindre une telle étude à une demande de permis et qu'en toute hypothèse ils n'auraient aucune compétence pour se prononcer en la matière. C'est également le cas pour la commune.

Après un échange de vues, l'avis a été reporté. Il n'y a eu aucune décision à ce jour.

Le Collège se déterminera en fonction de l'ensemble des éléments du dossier.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 octobre 2022

Le Secrétaire communal,

L'Echevin·e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Alain Lefebvre

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 20.10.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Stéphanie Paulissen (DéFI): « Côté Colline » project #

Openbare zitting

Secretariaat

Een nieuwe versie van het vastgoedproject "Côté Colline" dichtbij de Bergage Waversesteenweg is ingediend. In de eerste versie had de gemeente Oudergem in december 2021 een ongunstig advies uitgebracht.

Het project moest namelijk op verschillende fundamentele punten worden verbeterd:

- de omvang van het project te verminderen;
- vermindering van het aantal studio's en kleine appartementen en verhoging van het aantal driekamerappartementen;
- Vergroting van de beplantingsgebieden en de permeabiliteit van het terrein.

De regionale vertegenwoordigers deelden de meeste overwegingen van de gemeente, maar brachten een voorwaardelijk gunstig advies uit, dat voornamelijk voorzag in :

- de verwijdering van de 6 tweegezinswoningen op de top van de Bergage,
- het schrappen van een verdieping van het gebouw aan de kant van de Waversesteenweg, terwijl de laatste twee verdiepingen achteraan blijven liggen,
- de afstand van het project tot het bestaande appartementsgebouw te vergroten en een openbare doorgang door het project te creëren.

Naar aanleiding van deze eerste adviezen heeft de aanvrager zijn project gewijzigd en is er onlangs een openbaar onderzoek en een overlegcommissie gehouden. Veel mensen hebben opmerkingen gemaakt over dit project.

Kunt u ons in dit verband informeren over de standpunten en besluiten met betrekking tot deze nieuwe versie van het project?

Dank u voor uw antwoorden.

Stéphanie PAULISSEN

Gemeenteraadslid - DéFI

- **Antwoord van de heer Alain Lefebvre, Schepen :**

Mevrouw het gemeenteraadslid,

Ik zal u namens het college antwoorden.

Het project Côté Colline wordt ontwikkeld dichtbij de Bergage op een terrein waar momenteel Carodec (materiaalhandelaar) en Aldi (tijdelijke bewoning) gevestigd zijn. Deze inrichtingen maken momenteel 72% van het perceel waterdicht. De vegetatie is beperkt tot de randen van de bebouwde gebieden. De vegetatie heeft zich ontwikkeld op zeer steile hellingen. De vegetatie van de strook langs de weg naar het binnenland van de Bergage wordt door het project op geen enkele wijze gewijzigd. Dit perceel maakt deel uit van de Bergage condominium.

De manier waarop de gebouwen zijn gebouwd door in de Bergage-heuvel te graven kan worden omschreven als brutalistisch.

Het project Côté Colline herstelt een gematigde helling tussen Waversesteeweg en het bovenste deel van de Bergage. Het ontwikkelt twee gebouwen, het ene tegenover Waversesteeweg en het andere parallel aan het appartementsgebouw van de Bergage.

De gewijzigde versie van het project is van 24 augustus tot 22 september aan het publiek voorgelegd. Het project werd gepresenteerd tijdens een openbare vergadering op 1 september. Iedereen kon het volledige aanvraagdossier raadplegen via de online vergunningssite.

In het kader van mijn antwoord zal ik alleen de belangrijkste wijzigingen in het project noemen:

- De 6 tweegezinswoningen die aan de oostzijde van het project tegenover de huizen van Bergage zijn geprojecteerd, zijn zoals gevraagd verwijderd, maar een lichte uitbreiding van het gebouw tegenover Waversesteeweg strekt zich aan deze zijde uit, maar zonder tegenover de bestaande huizen van Bergages te staan. Deze uitbreiding omvat 6 flats met drie slaapkamers.
- De omvang van het gebouw tegenover Waversesteeweg is met een volledige verdieping teruggebracht.
- De indeling van het voorgestelde appartementsgebouw (zuidzijde) is gewijzigd om ten minste dezelfde afstand tot de eigendomslijn te behouden als het bestaande gebouw.
- Het project heeft aanzienlijk minder kleine eenheden en meer grote eenheden.
- Het pad door de binnentuin van het project is voor iedereen toegankelijk.
- De tuin is aanzienlijk vergroot en er is nieuwe beplanting voorzien aan de oostzijde van de omheining, die bestaat uit eengezinswoningen.

Het openbaar onderzoek heeft aanleiding gegeven tot talrijke reacties (57 brieven en een petitie) die ik hier slechts kort kan samenvatten:

- Brede overeenstemming over de ontwikkeling van woningen ter vervanging van bestaande loodsen
- De overgrote meerderheid van de deelnemers merkte op dat er positieve vooruitgang is geboekt met betrekking tot het oorspronkelijke project, maar dat deze vooruitgang niettemin onvoldoende is.
- Sommige vragen om de verwijdering van een verdieping van het flatgebouw
- Bezwaar tegen de kap van bestaande bomen
- Bezwaar tegen bepaalde geprojecteerde volumes, met name het volume aan het einde van het flatgebouw in het bovenste deel van de omheining.
- Vrees voor de gevolgen voor het Natura 2000-gebied van Bergage-park, vooral als het project het waterpeil raakt, wat niet het geval is.
- Angst voor mobiliteit en parkeren.
- Vrees voor stabiliteit tijdens de bouw.
- Het project steunen omdat het een goede stap vooruit is in vergelijking met de huidige situatie.

Het overlegcomité is op 13 oktober bijeengekomen.

Zoals het hoort kon iedereen zijn standpunt verwoorden en beargumenteren.

De vertegenwoordigers van URBAN (regio), die verantwoordelijk zijn voor de toekenning of afwijzing van het project, verklaarden dat er geen reden was om het eerder uitgebrachte gunstige advies in twijfel te

trekken en dat zij alleen de in het project aangebrachte wijzigingen onderzochten.

De vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussel deelde mee dat zijn instelling de huidige kwaliteit van de aanplantingen en de biodiversiteit van het gebied heeft onderzocht. Leefmilieu Brussel concludeerde dat de huidige aanplantingen de ontwikkeling van een rijke biodiversiteit in de weg stonden en dat het project in dit opzicht zeer positief was.

URBAN en de gemeente stelden het volume aan het eind van het flatgebouw en de bovengenoemde uitbreiding aan de orde.

Er was een levendige discussie over het ontbreken van een stabiliteitsstudie en de bezorgdheid die dit oproept. Er werd geantwoord dat deze kwestie onder de verantwoordelijkheid valt van de bouwers en in het bijzonder van de architect die deze studies zal voortzetten indien de vergunning wordt verkregen. De leden van de commissie gaven aan dat de wetgeving niet vereist dat een dergelijke studie bij een vergunningsaanvraag wordt gevoegd en dat zij in ieder geval niet bevoegd zijn om zich hierover uit te spreken. Dit geldt ook voor de gemeente.

Na een gedachtewisseling werd het advies uitgesteld. Er is nog geen besluit genomen.

Het College beslist op basis van alle elementen in het dossier.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 oktober 2022

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Alain Lefebvre

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grêtry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 20.10.22

#Objet : Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) : initiatives en faveur de l'apprentissage du néerlandais. #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

La connaissance des langues, et en particulier du néerlandais, constitue un atout incontestable pour accéder au marché du travail dans notre pays, et a fortiori à Bruxelles. Son apprentissage est donc l'un des enjeux majeurs à mettre en œuvre en matière de politiques d'enseignement, de formation et de mise à l'emploi. Et le sujet fait d'ailleurs régulièrement la une de l'actualité, comme nous l'avons constaté il y a quelques jours encore, suite à la décision d'en rendre l'apprentissage obligatoire dès la 3^{ème} primaire à Wallonie, à l'instar de ce qui se fait déjà dans notre capitale.

A Auderghem, la commune a fait le choix très positif, il y a plusieurs années déjà, de proposer une filière d'immersion dans l'une de ses écoles primaires, à savoir le Centre scolaire du Pré des Agneaux.

Dans ce contexte, nos questions sont les suivantes :

- L'offre immersive actuelle de la commune rencontre-t-elle des difficultés quotidiennes ?
- Cette offre est-elle suffisante actuellement ou bien observe-t-on, au contraire une demande plus large ?
- Prévoyez-vous, à terme, d'ouvrir des filières immersives supplémentaires ? Si oui, sur quel implantation et dans quel timing ?
- Au-delà de proposer cette filière immersive, la majorité, dans sa déclaration de politique générale, indiquait vouloir augmenter l'offre d'activités parascolaires en néerlandais, mais également développer des activités d'apprentissage des langues pour le public adulte. Qu'en est-il actuellement de la mise en œuvre de ces deux axes ?
- A l'avenir, quels sont les projets concrets envisagés par la commune pour développer l'offre d'apprentissage du néerlandais, que ce soit pour les enfants ou pour les adultes ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

• Réponse de Madame Élise Willame, Échevine :

Madame la conseillère,
Merci pour votre question.

Je ne peux évidemment que vous rejoindre quant à l'importance cruciale de l'apprentissage de la langue de Vondel pour accéder à l'emploi en Belgique (et à Bruxelles en particulier), mais aussi pour faciliter la vie quotidienne de nos élèves et permettre une meilleure entente et compréhension de nos communautés respectives.

Dans ce cadre, la commune d'Auderghem ne s'est pas contentée d'attendre que nos autorités supérieures (à savoir ici la Fédération Wallonie-Bruxelles) prennent des décisions. Nous avons, comme vous l'évoquez dans votre question, créé notamment une section immersive au centre scolaire Pré des Agneaux.

Mais c'est loin d'être la seule initiative comme vous le verrez dans la suite de cette réponse.

L'offre immersive actuelle souffre en effet de la grave pénurie d'enseignants qui sévit depuis plusieurs années. Il est ainsi chaque année plus difficile de garder et de recruter du personnel disposant des titres requis ce qui nous oblige régulièrement à faire preuve d'une certaine créativité.

Il faut dire que les différences de salaire, de conditions de travail et maintenant de congés scolaires ne sont pas faites pour attirer des professeurs néerlandophone dans nos écoles bruxelloises francophones. Rien que cette année d'ailleurs, nous avons ainsi dû suspendre officiellement l'immersion dans trois de nos classes (M3, P1 et P2).

Néanmoins, avec beaucoup de travail et de persévérance, nous avons tout de même pu recruter cette année deux jeunes enseignantes diplômées et parfaitement bilingues. Ces dernières possèdent en effet les compétences pour donner cours en néerlandais, mais pas les titres officiels (d'où la suspension officielle). Elles se sont néanmoins engagées à prendre des cours du soir afin de pouvoir, d'ici à la fin de l'année, témoigner de leurs compétences en néerlandais et obtenir l'attestation qui nous permettra de reprendre officiellement l'immersion dans les trois classes concernées.

Pour ce qui concerne l'offre de place en immersion, il est certain qu'avoir une place n'est pas tâche aisée pour les familles, tant la demande excède encore aujourd'hui l'offre.

Toutefois, nous avons au cours des six dernières années cherché à améliorer considérablement notre offre de cours de néerlandais dans nos trois autres écoles (la section non-immersive du Pré des Agneaux bénéficiant déjà de longue date de telles dispositions). Ainsi, nous avons engagé à charge communale un maître spécial de néerlandais pour chacun de nos centres scolaires. De ce fait, nous permettons non seulement à nos élèves de bénéficier de cours de néerlandais de qualité donné par du personnel compétent, mais aussi de bénéficier d'heures de cours et/ou de remédiation supplémentaires puisque cette charge de cours n'incombe plus au titulaire (et dégage donc du temps dans son horaire).

À ce jour, nous n'envisageons pas d'élargir notre offre en immersion, ce pour deux raisons principales :

Tout d'abord pour les difficultés organisationnelles évoquées et la grave pénurie évoquée plus haut. Ensuite, parce que la demande, si importante soit-elle, ne nous permettrait pas de doubler le nombre de classes en immersion.

Pour ce qui concerne les activités parascolaires, dès la rentrée scolaire 2019 et grâce à une collaboration étroite entre la direction des activités parascolaires et le service des affaires néerlandophones, nous avons pu ouvrir deux ateliers de néerlandais pour les enfants de 1^e et 6^e primaire issus des écoles auderghemoises. De septembre à décembre 2019, ce sont donc 25 enfants qui ont été accueillis, 22 enfants de janvier à mai 2020 et 10 enfants de septembre à décembre 2020.

Nous avons malheureusement dû mettre ces ateliers sur pause en 2021 à cause de la crise sanitaire, mais aussi par manque d'animateurs qualifiés.

En décembre 2021 un budget partagé entre les deux services a été engagé pour organiser un stage de néerlandais avec l'asbl TUTTI FRUITTI durant le congé de carnaval 2022. Ce stage a rencontré un grand succès auprès des enfants et de leurs familles.

Actuellement, la même association organise depuis la rentrée 2022 des ateliers durant les mercredi après-midi.

Enfin, pour ce qui est de l'offre proposée aux adultes, notre Institut de Promotion sociale propose 7 niveaux de cours (du A1 au B2) débutant en septembre et en février. Ces cours sont organisés deux soirs par semaine avec un rythme semi-intensif. Ces cours sont financés à 50% par la commune d'Auderghem pour les niveaux 5, 6 et 7 en raison de l'étroitesse de la dotation de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Pour ce qui est des cours du jour, l'institut propose des cours intensifs organisés quatre matins par semaine. Ces cours sont organisés 5 fois par an en septembre, en novembre, en janvier, en mars et en mai. Ces cours sont financés par un partenariat FWB-Actiris et sont exclusivement proposés aux demandeurs d'emploi.

Au total, par année académique, les cours de Néerlandais sont suivis par environ 250 étudiants.

À côté de cela, des collaborations sont mise en place avec la bibliothèque néerlandophone d'Auderghem et avec des institutions culturelles Flamandes (Kaaitheater, KVS, ...).

Ma collègue Lieve Jorens vous parlera en détail de cette coopération et des autres activités organisées par les services néerlandophones.

• **Réponse de Madame Lieve Jorens, Échevine :**

En effet, une grande attention est également accordée à l'apprentissage du néerlandais en tant que deuxième langue au sein du service des affaires néerlandophones. Au printemps 2021, nous avons pris la décision de recruter un agent supplémentaire à mi-temps pour ce service. Les fonctions de cette personne consistent principalement à organiser un "soutien pédagogique" pour les enfants et les adultes qui apprennent le néerlandais. Concrètement, cela se traduit par une collaboration avec les services de l'Enseignement et les activités parascolaires auxquels ma collègue a déjà fait référence, pour mettre en place des initiatives visant à soutenir les enfants scolarisés dans l'enseignement néerlandophone ou l'enseignement par immersion qui sont inscrits en tant que francophones. L'accent n'est pas mis sur l'offre de "leçons de néerlandais" mais sur la stimulation de la langue, en utilisant les outils pédagogiques nécessaires pour que les enfants apprennent le néerlandais sans avoir l'impression d'être à l'école.

Pour les enfants toujours, nous collaborons avec d'autres partenaires du réseau Brede School, qui organise des activités parentales en néerlandais. Il s'agit d'activités ayant un accent linguistique, par exemple des heures de lecture, des spectacles familiaux, un club de lecture, etc. Ce réseau se concentre également sur l'apprentissage du néerlandais pour les parents non néerlandophones d'enfants scolarisés dans l'enseignement néerlandophone.

Pour les adultes enfin, nous avons regroupé nos activités destinées à l'apprentissage du néerlandais sous le nom de "Babbel NL". Vous avez peut-être déjà vu le logo de celle-ci ici et là. De nombreuses initiatives s'inscrivent dans ce cadre : la pratique du néerlandais par le biais du bénévolat, la lecture en commun et une vaste collection de livres "NT2" dans la bibliothèque néerlandophone, qui sont des livres spécifiquement destinés aux personnes apprenant le néerlandais comme deuxième langue, tant pour les enfants que pour les adultes.

Un volontaire de la bibliothèque enseigne également le néerlandais au centre Fedasil d'Auderghem et, depuis le printemps, un groupe de jeunes de ce centre se rend également à la bibliothèque tous les mois. Les jeunes, généralement très désireux d'apprendre le néerlandais, reçoivent une introduction générale au concept de bibliothèque publique et découvrent la collection NT2. Il y a ensuite toujours un tour de discussion plein d'opportunités de pratique du néerlandais.

Beaucoup des initiatives ci-dessus ont été déployées pour la première fois au cours des dernières années, ce sont des initiatives nouvelles depuis cette législature. Nous continuerons à évaluer et à voir dans quelle mesure les initiatives trouvent un écho auprès du public visé. Nous avons l'intention de poursuivre les initiatives qui rencontrent du succès, et pour celles qui n'en rencontrent pas, nous en chercherons la cause et les adapterons ou les remplacerons par d'autres si nécessaire.

Nous espérons avoir répondu à vos questions et vous remercions de votre attention.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 octobre 2022

Le Secrétaire communal,

L'Echevin·e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Alain Lefebvre

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grêtry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 20.10.22

#Onderwerp : Mondeling vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) : initiatieven om het leren van Nederlands te bevorderen. #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer Voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

Talenkennis, en in het bijzonder het Nederlands, is een onmiskenbare troef om toegang te krijgen tot de arbeidsmarkt in ons land, en nog meer in Brussel. Leren is dan ook een van de belangrijkste uitdagingen voor het onderwijs-, opleidings- en werkgelegenheidsbeleid. En het onderwerp komt regelmatig in het nieuws, zoals we enkele dagen geleden nog hebben gezien naar aanleiding van het besluit om in Wallonië het leren vanaf het 3e jaar van de basisschool verplicht te stellen, naar het voorbeeld van wat in onze hoofdstad al wordt gedaan.

In Oudergem heeft de gemeente enkele jaren geleden de zeer positieve keuze gemaakt om een onderdompelingscursus aan te bieden in een van haar basisscholen, namelijk het Schoolcentrum “Pré des Agneaux”.

In dit verband zijn onze vragen de volgende:

- Zijn er dagelijkse problemen met het huidige immersieve aanbod in de gemeente, met name wat betreft de beschikbaarheid en de aanwerving van Nederlandstalige leerkrachten?
- Is dit aanbod momenteel voldoende of is er juist een grotere vraag?
- Bent u van plan om in de toekomst nog meer immersieve cursussen te openen? Zo ja, op welke site en wanneer?
- Naast het aanbieden van deze immersieve cursus heeft de meerderheid in haar algemene beleidsverklaring aangegeven het aanbod van buitenschoolse activiteiten in het Nederlands te willen vergroten, maar ook taalleeractiviteiten voor volwassenen te willen ontwikkelen. Hoe staat het met de uitvoering van deze twee assen?
- Welke concrete plannen heeft de gemeente om in de toekomst het Nederlandse taalaanbod te ontwikkelen, zowel voor kinderen als voor volwassenen?

Wij danken u voor uw steun.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

• **Antwoord van mevrouw Elise Willame, Schepen:**

Raadslid,

Dank u voor uw vraag.

Ik kan het alleen maar met u eens zijn over het cruciale belang van het leren van de Vondeltaal voor de toegang tot de arbeidsmarkt in België (en Brussel in het bijzonder), maar ook om het dagelijkse leven van onze leerlingen te vergemakkelijken en een beter begrip van onze respectieve gemeenschappen mogelijk te maken.

In deze context heeft de gemeente Oudergem niet gewacht tot onze hogere overheden (in dit geval de Federatie Wallonië-Brussel) beslissingen zouden nemen. Zoals u in uw vraag aangeeft, hebben wij in het schoolcentrum Pré des Agneaux een immersief gedeelte gecreëerd.

Maar dit is lang niet het enige initiatief, zoals u in de rest van dit antwoord zult zien.

Het huidige immersieve aanbod lijdt onder het ernstige tekort aan leerkrachten dat al enkele jaren aanhoudt. Dit maakt het elk jaar moeilijker om personeel met de nodige kwalificaties te behouden en aan te werven, wat ons regelmatig dwingt tot creativiteit.

Het moet gezegd dat de verschillen in salaris, arbeidsvoorwaarden en nu ook de schoolvakanties niet bevorderlijk zijn voor het aantrekken van Nederlandstalige leerkrachten naar onze Franstalige Brusselse scholen. Alleen al dit jaar hebben we in drie van onze klassen (M3, P1 en P2) de onderdompeling officieel moeten opschorten.

Met veel hard werk en doorzettingsvermogen hebben we dit jaar toch twee jonge, perfect tweetalige leerkrachten kunnen aanwerven. Zij hebben de vaardigheden om in het Nederlands les te geven, maar niet de officiële kwalificaties (vandaar de officiële schorsing). Niettemin hebben zij zich ertoe verbonden avondlessen te volgen, zodat zij tegen het einde van het jaar hun bekwaamheid in het Nederlands kunnen aantonen en het certificaat kunnen behalen dat ons in staat stelt de onderdompeling in de drie betrokken klassen officieel te hervatten.

Wat het aanbod van onderdompelingsplaatsen betreft, is het duidelijk dat het voor gezinnen geen gemakkelijke opgave is om een plaats te krijgen, aangezien de vraag nog steeds groter is dan het aanbod.

De afgelopen zes jaar hebben wij echter getracht het aanbod van cursussen Nederlands in onze andere drie scholen aanzienlijk te verbeteren (de niet-onderdompelende afdeling van Le Pré des Agneaux profiteert al lang van een dergelijk aanbod). Zo hebben wij voor elk van onze scholen op kosten van de gemeente een leraar speciaal Nederlands aangenomen. Hierdoor kunnen onze leerlingen niet alleen profiteren van kwalitatief goede Nederlandse lessen, gegeven door competent personeel, maar ook van extra lessen en/of remediëring omdat de docent deze verantwoordelijkheid niet meer op zich hoeft te nemen (en dus tijd vrijmaakt in zijn of haar rooster).

Momenteel zijn wij niet van plan ons onderdompelingsaanbod uit te breiden, en wel om twee belangrijke redenen:

In de eerste plaats vanwege de genoemde organisatorische problemen en het hierboven genoemde ernstige tekort. Ten tweede omdat de vraag, hoe groot ook, het ons niet toelaat het aantal onderdompelingsklassen te verdubbelen.

Wat de naschoolse activiteiten betreft, konden we vanaf het begin van het schooljaar 2019 en dankzij een nauwe samenwerking tussen de afdeling buitenschoolse activiteiten en de afdeling Nederlandstalige zaken twee workshops Nederlands openen voor kinderen van de basisscholen 1^e en 6^e in Oudergem. Van september tot december 2019 werden 25 kinderen opgevangen, van januari tot mei 2020 22 kinderen en van september tot december 2020 10 kinderen.

Helaas moesten we deze workshops in 2021 opschorten vanwege de gezondheidscrisis, maar ook vanwege een gebrek aan gekwalificeerde begeleiders.

In december 2021 werd een tussen de twee diensten gedeeld budget vastgelegd voor de organisatie van een cursus Nederlands met de vzw TUTTI FRUITTI tijdens de carnavalsvakantie van 2022. Deze cursus was een groot succes bij de kinderen en hun families.

Momenteel organiseert dezelfde vereniging sinds het begin van het schooljaar 2022 workshops op woensdagmiddag.

Wat tenslotte het aanbod voor volwassenen betreft, biedt ons Instituut voor sociale promotie 7 cursusniveaus

aan (van A1 tot B2) die beginnen in september en februari. Deze cursussen worden twee avonden per week georganiseerd met een semi-intensief ritme. Deze cursussen worden voor 50% gefinancierd door de gemeente Oudergem voor de niveaus 5, 6 en 7, wegens de beperkte middelen van de Federatie Wallonië-Brussel.

Wat de dagcursussen betreft, biedt het instituut vier ochtenden per week intensieve cursussen aan. Deze cursussen worden vijf keer per jaar gehouden, in september, november, januari, maart en mei. Deze cursussen worden gefinancierd door een partnerschap FWB-Actiris en worden uitsluitend aangeboden aan werkzoekenden.

In totaal worden de cursussen Nederlands per academisch jaar door ongeveer 250 studenten gevolgd.

Daarnaast worden samenwerkingsverbanden opgezet met de Nederlandstalige bibliotheek van Oudergem en met Vlaamse culturele instellingen (Kaattheater, KVS, ...).

Mijn collega Lieve Jorens zal u meer vertellen over deze samenwerking en de andere activiteiten die de Nederlandstalige diensten organiseren.

• **Antwoord van mevrouw Lieve Jorens, Schepen :**

Inderdaad, ook binnen de dienst Nederlandstalige aangelegenheden wordt veel aandacht geschonken aan het leren van het Nederlands als tweede taal. In het voorjaar van 2021 hebben we de beslissing genomen een bijkomend halftijds personeelslid aan te werven voor deze dienst. Het takenpakket van deze persoon bestaat voor een belangrijk deel uit 'pedagogische ondersteuning' organiseren voor kinderen en volwassenen die Nederlands leren. Concreet vertaalt zich dit in de samenwerking met de diensten Onderwijs en naschoolse opvang waarnaar mijn collega al verwees, om initiatieven op te zetten om de kinderen van het Nederlandstalig onderwijs of het immersie onderwijs die ingeschreven zijn als Franstalig, te ondersteunen. De focus ligt hier niet op het aanbieden van 'lessen Nederlands' maar wel om taalstimulatie, waarbij er aan de hand van de nodige pedagogische tools voor wordt gezorgd dat de kinderen Nederlands bijleren zonder het gevoel te hebben op de schoolbanken te zitten.

Eveneens voor kinderen werken we samen met andere partners in het netwerk Brede School, dat Nederlandstalige parascolaire activiteiten organiseert. Het gaat dan om activiteiten met een accent op taal, bv voorleesurtjes, familievoorstellingen, boekenclub, ... Via dit netwerk wordt eveneens ingezet op Nederlands leren voor anderstalige ouders van kinderen in het Nederlandstalig onderwijs.

Voor volwassenen hebben we onze activiteiten gericht op het leren van het Nederlands gegroepeerd onder de noemer 'Babbel NL'. Jullie hebben het logo hiervan misschien al wel hier en daar zien verschijnen. Onder deze noemer vallen talrijke initiatieven : Nederlands oefenen via vrijwilligerswerk, samen lezen en een uitgebreide collectie 'NT2' boeken in de Nederlandstalige bibliotheek, dat zijn boeken specifiek voor mensen die Nederlands als tweede taal leren, zowel voor kinderen als volwassenen.

Een vrijwilliger van de bibliotheek geeft ook Nederlandse les in het Fedasil centrum van Oudergem, en sinds het voorjaar komt er ook op maandelijkse basis een groepje jongeren van dit centrum langs in de bibliotheek. De jongeren, doorgaans zeer gretig om Nederlands te leren, krijgen een algemene introductie op het concept 'openbare bibliotheek' en maken kennis met de NT2-collectie. Er is dan ook altijd een gespreksronde vol oefenkansen NL.

Veel van de bovengenoemde initiatieven zijn de laatste jaren voor het eerst uitgerold, het zijn nieuwe initiatieven sinds deze legislatuur. We zullen verder evalueren en kijken hoe goed de initiatieven aanslaan bij het beoogde publiek. Het is onze intentie om de initiatieven die aanslaan sowieso verder te zetten, bij initiatieven die minder aanslaan zal naar de oorzaak hiervan gezocht worden en deze initiatieven zullen worden bijgestuurd of vervangen door andere waar nodig.

Wij hopen hiermee voldoende op jullie vragen te hebben geantwoord, en danken u voor uw aandacht.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 oktober 2022

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Alain Lefebvre

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 20.10.22

#Objet : Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) : discussions avec Batopin concernant les distributeurs de billets #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Lors du dernier Conseil communal, nous avons interpellé le Collège à propos de la suppression de plusieurs distributeurs de billets dans notre commune, regrettant la disparition progressive des services bancaires de proximité.

La stupéfaction des habitants du quartier Pinoy n'a d'ailleurs fait que croître au fur et à mesure qu'ils découvraient le distributeur condamné. Quant aux commerçants, ils déplorent ce nouveau coup du sort, alors qu'ils se battent depuis des années pour leur centre commercial.

L'Echevine de l'Economie locale nous a indiqué qu'elle prenait le problème très au sérieux et avait demandé à rencontrer le consortium Batopin. Cette rencontre était prévue, nous a-t-elle dit, le 3 octobre dernier.

Nos questions sont les suivantes :

- Qu'est-il ressorti de la rencontre avec Batopin ?
- Y a-t-il des pistes de solutions pour les quartiers brutalement privés de distributeurs de billets ?
- Le nouveau distributeur de la station de métro Herrmann-Debroux fait-il partie de ces pistes ? Si oui, avez-vous évoqué avec Batopin la question de la sécurité, parfois problématique, dans cette station ?
- Quelles sont les mesures prises par Batopin pour encourager l'installation de distributeurs « neutres » à Auderghem ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

• Réponse de Madame Élise Willame, Échevine :

Madame la conseillère,

Je vous remercie pour votre question qui va me permettre de vous donner des informations suite à la

rencontre qui s'est tenue le 3 octobre avec le consortium Batopin concernant l'avenir de l'implantation des distributeurs d'argent dans notre commune.

Lors de la rencontre, Madame la Bourgmestre et moi-même avons rappelé avec instance l'importance du maintien des distributeurs dans nos différents quartiers commerçants. Pour le quartier commerçant de la place Pinoy, notre demande a été très claire : maintenir le distributeur en place.

Lors de la réunion, les deux personnes représentant le consortium nous ont expliqué que la stratégie de déploiement des distributeurs de billets pour Auderghem se résumait à installer un « magasin cash » (c'est-à-dire un rez-de-chaussée qui comprend 3 ou 4 machines) dans le quartier du centre (croisement de la chaussée de Wavre et du boulevard du Souverain) et l'installation d'un distributeur dans la station de métro Herrmann-Debroux.

Pour ce qui est du quartier Pinoy, les personnes référentes nous ont annoncé que la question du maintien d'un distributeur dans le quartier serait étudiée. Dans la foulée de cette réunion, j'ai communiqué un document reprenant le descriptif technique nécessaire à l'installation du Bancontact que m'avait fourni BATOPIN au propriétaire de l'actuel mur qui abritait l'ancienne machine. J'ai aussi fourni à BATOPIN les coordonnées des propriétaires des deux rez-de-chaussée commerciaux vides sur la place afin qu'un contact puisse être pris et envisager donc une autre implantation.

Malheureusement, la semaine dernière, il m'a été confirmé qu'une implantation dans ce quartier n'avait pas été retenue.

Tous ces éléments ont déjà été exposés aux commerçants de la place jeudi passé lors d'une réunion. Je ne vous cache pas que la plupart d'entre eux étaient assez déçus et inquiets de cette situation. Néanmoins, ces derniers se sont mobilisés lors de cette réunion pour réfléchir à une stratégie de communication pour augmenter la visibilité du quartier commerçant à l'aide de vidéos, flyers, et communication numérique. J'ai bien entendu assuré qu'un soutien de la commune était possible dans ce cadre.

Pour la suite, en concertation avec la Bourgmestre, nous avons convenu d'interpeller les autres intervenants mettant à disposition des Bancontact, à savoir JOFICO, BEO BANK et BPOST pour connaître leurs éventuels projets de déploiement sur la commune.

Je vous remercie pour votre écoute.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 octobre 2022

Le Secrétaire communal,

L'Echevin-e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Alain Lefebvre

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 20.10.22

#Onderwerp : Mondeling vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) : besprekingen met Batopin over geldautomaten #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer Voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

Tijdens de laatste gemeenteraadsvergadering hebben wij het College vragen gesteld over de verwijdering van verschillende geldautomaten in onze gemeente, en betreuren wij de geleidelijke verdwijning van lokale bankdiensten.

De verbazing van de inwoners van de Pinoy-wijk nam alleen maar toe toen zij de veroordeelde distributeur ontdekten. De winkeliers betreuren deze nieuwe klap van het lot, hoewel ze al jaren vechten voor hun winkelcentrum.

Het gemeenteraadslid voor economie vertelde ons dat zij het probleem zeer serieus nam en had gevraagd om een ontmoeting met het Batopin-consortium. Deze vergadering was gepland, vertelde ze ons, voor 3 oktober. Onze vragen luiden als volgt:

- Wat kwam er uit de ontmoeting met Batopin?
- Zijn er oplossingen voor wijken die op brute wijze van geldautomaten zijn beroofd?
- Hoort de nieuwe automaat in het metrostation Herrmann-Deboux daarbij? Zo ja, heeft u met Batopin gesproken over de soms problematische veiligheidssituatie op dit station?
- Welke maatregelen heeft Batopin genomen om de installatie van "neutrale" verdelers in Oudergem aan te moedigen?

Wij danken u voor uw steun.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

- **Antwoord van mevrouw Elise Willame, Schepen:**

Raadslid,

Ik dank u voor uw vraag, waardoor ik u informatie kan verstrekken naar aanleiding van de vergadering van 3 oktober met het consortium Batopin over de toekomst van de geldautomaten in onze gemeente.

Tijdens de vergadering benadrukten de burgemeester en ik het belang van het onderhoud van de automaten in onze verschillende winkelwijken. Voor het winkelgebied Pinoyplein was ons verzoek heel duidelijk: laat de automaat staan.

Tijdens de vergadering hebben de twee vertegenwoordigers van het consortium uitgelegd dat de strategie voor de invoering van geldautomaten in Oudergem bestaat uit de installatie van een "cash shop" (d.w.z. een gelijkvloers met 3 of 4 automaten) in de wijk Centrum (kruising van Waversesteenwed en Vorstlaan) en de installatie van een geldautomaat in het metrostation Herrmann-Debroux.

Wat het Pinoy wijk betreft, kondigden de verantwoordelijken aan dat de kwestie van het behoud van een geldautomaat in het district zou worden bestudeerd. Na deze vergadering heb ik een document met de technische beschrijving die nodig was voor de installatie van het Bancontact, dat BATOPIN mij had verstrekt, naar de eigenaar van de huidige muur waarin de oude machine was ondergebracht, gestuurd. Ik heb BATOPIN ook de contactgegevens verstrekt van de eigenaars van de twee leegstaande winkels op de begane grond op het plein, zodat contact kan worden opgenomen en een andere locatie kan worden overwogen.

Helaas werd mij vorige week bevestigd dat er geen locatie in dit gebied was geselecteerd.

Al deze elementen zijn afgelopen donderdag tijdens een bijeenkomst aan de winkeliers van het plein uitgelegd. Ik kan niet verhullen dat de meesten van hen nogal teleurgesteld en bezorgd waren over deze situatie. Niettemin hebben zij zich tijdens deze bijeenkomst gemobiliseerd om na te denken over een communicatiestrategie om de zichtbaarheid van het winkelgebied te vergroten met video's, flyers en digitale communicatie. Ik heb hen natuurlijk verzekerd dat de gemeente hen hierin kan steunen.

Voor de toekomst hebben wij in overleg met de burgemeester afgesproken om contact op te nemen met de andere aanbieders van Bancontact, namelijk JOFICO, BEO BANK en BPOST, om te informeren naar hun mogelijke uitrolplannen in de gemeente.

Bedankt voor het luisteren.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 27 oktober 2022

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Alain Lefebvre

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 20.10.22

#Objet : Question orale de Monsieur Christophe Magdalijs relative à l'expulsion de personnes occupant illégalement l'immeuble sis chaussée de Wavre 1085 #

Séance publique

Secrétariat

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Le Collège a récemment pris acte d'une ordonnance du 15 septembre 2022 et a ratifié une requête introduite le même jour auprès du Président du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles relative à l'expulsion des personnes occupant illégalement un immeuble sis chaussée de Wavre 1085. Il s'avère que cet immeuble est propriété de la commune.

Je souhaiterais obtenir des compléments d'information quant à ce point particulier :

- Pouvez-vous nous donner plus de détails quant aux circonstances ayant abouti à ce litige ?
- Que dit globalement l'ordonnance du 15 septembre 2022 ?
- Quel but poursuit le Collège en ratifiant l'introduction de la requête auprès du Président du Tribunal de 1^{ère} instance ?
- Quel est le préjudice encouru par la commune du fait de cette occupation illégale ?

Merci pour vos réponses,

Le 14 octobre 2022,

Christophe Magdalijs

• Réponse de Monsieur Michel Blampain, Échevin :

Monsieur le conseiller,

Je vous remercie pour votre question.

Les circonstances dans lesquelles l'immeuble litigieux s'est retrouvé occupé illégalement sont inévitablement liées à sa situation d'inoccupation temporaire. Cet état d'inoccupation n'a pas manqué de susciter l'intérêt de squatters qui ont pu briser le verrouillage de l'ensemble des portes d'accès. L'administration a pris connaissance de cette occupation fin août 2022.

L'immeuble est actuellement inoccupé car, comme vous ne l'ignorez pas, il fera prochainement l'objet d'une vente. L'ensemble des baux conclus avec les locataires qui s'y trouvaient ont donc été résiliés, conformément à l'article 2.1 du protocole d'accord conclu avec la société acquéreuse, qui nous impose de

transmettre l'immeuble libre de toute occupation.

Si la requête introduite vise à garantir le respect de nos obligations contractuelles, elle vise bien entendu aussi à garantir la sécurité des lieux, des occupants ainsi que du voisinage dans la mesure où, dans sa situation, l'immeuble ne peut être occupé en toute sécurité pour les raisons que j'évoquerai en abordant le point relatif au préjudice subi par la commune.

Cette démarche répond donc à notre devoir global d'administrer nos propriétés en bon père de famille et ce avec diligence.

Le contenu de l'ordonnance prononcée le 15 septembre est simple. Sur la base des pièces transmises, le Président du Tribunal se borne à constater que :

- l'immeuble est squatté, ce qui est attesté par le rapport de police rendu le 2 septembre 2022 suite à une visite sur place et par un reportage photographique ;
- les barilletts des serrures ont été fractionnés et les compteurs illégalement réouverts ;
- des risques d'incendie, d'explosion, d'intoxication, d'électrocution ou encore d'inondation sont causés par cette occupation illicite, outre les problèmes d'hygiène, et que ce danger porte également sur le voisinage.

Compte tenu de ces constats, il conclut « qu'il y a lieu d'autoriser la partie requérante à faire expulser les squatters ; qu'il y a bien extrême urgence et absolue nécessité à autoriser cette expulsion ».

Une copie de cette décision peut bien entendu vous être transmise.

En ce qui concerne la délibération du Collège du 27 septembre dernier, elle concerne la prise d'acte de la décision rendue ainsi que l'approbation a posteriori de la requête introduite en urgence, conformément à l'article 270 de la Nouvelle Loi Communale.

Enfin, le préjudice subi par la Commune est double. D'une part, outre le risque causé à l'espace public, de nombreux éléments dans l'immeuble ont été fortement dégradés et/ou dérobés. Des radiateurs, des fils de cuivre, des éléments structurels tels que, à titre d'exemple, la rampe d'escaliers ont été volés et de nombreuses vitres ont été cassées. Ces vols et dégradations causent en partie le risque susmentionné. D'autre part, la Commune supporte le coût financier de la procédure de justice introduite pour répondre à ses obligations en terme de gestion et de sécurité. Parmi ces frais, on compte bien sûr les honoraires d'avocats, d'huissiers, les droits de mise au rôle ou encore tout simplement le temps consacré par les employés administratifs à la gestion et à la résolution du problème.

J'espère avoir pu répondre à vos questions de la manière la plus précise possible.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 octobre 2022

Le Secrétaire communal,

L'Echevin·e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Alain Lefebvre

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 20.10.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Christophe Magdalijs over de uitzetting van personen die het gebouw Waversesteenweg 1085 illegaal bewonen. #

Openbare zitting

Secretariaat

Dames en heren van het college,

Het College heeft onlangs kennis genomen van een beschikking van 15 september 2022 en een verzoek bekrachtigd dat op dezelfde dag bij de president van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel is ingediend betreffende de uitzetting van personen die illegaal een gebouw aan de Waversesteenweg 1085 bezetten. Het blijkt dat dit gebouw eigendom is van de gemeente.

Ik wil graag meer informatie over dit specifieke punt:

- Kunt u ons meer details geven over de omstandigheden die tot dit geschil hebben geleid?
- Wat zegt de beschikking van 15 september 2022 in het algemeen?
- Met welk doel bekrachtigt het college het verzoek aan de president van het Gerecht?
- Wat is de schade voor de gemeente als gevolg van deze illegale bezetting?

Dank u voor uw antwoorden,

14 oktober 2022,

Christophe Magdalijs

- **Antwoord van de heer Michel Blampain, Schepen :**

Raadslid,

Dank u voor uw vraag.

De omstandigheden waaronder het betrokken gebouw illegaal in gebruik is genomen, houden onvermijdelijk verband met de tijdelijke leegstand ervan. Deze staat van leegstand wekte de belangstelling van krakers die het slot van alle toegangsdeuren wisten open te breken. De administratie kreeg kennis van deze bezetting eind augustus 2022.

Het gebouw staat momenteel leeg omdat het, zoals u weet, binnenkort wordt verkocht. Alle huurovereenkomsten met de huurders in het gebouw zijn derhalve opgezegd, overeenkomstig artikel 2.1 van het memorandum of understanding met de overnemende vennootschap, dat ons verplicht het gebouw vrij van enige bezetting op te leveren.

Het verzoek is bedoeld om onze contractuele verplichtingen na te komen, maar natuurlijk ook om de

veiligheid van het pand, de bewoners en de burens te waarborgen, aangezien het gebouw in de huidige situatie niet volledig veilig kan worden bewoond om de redenen die ik zal noemen wanneer ik inga op het punt van de door de gemeente geleden schade.

Dit strookt met onze algemene plicht om onze eigendommen met de nodige zorg en toewijding te beheren.

De inhoud van het bevel van 15 september is eenvoudig. Op basis van de overgelegde stukken heeft de president van het Gerecht zich beperkt tot de vaststelling dat :

- het gebouw is gekraakt, zoals blijkt uit het politierapport van 2 september 2022 na een bezoek ter plaatse en een fotoverslag;
- werden de sluisen gesplitst en de meters illegaal heropend;
- door deze illegale bewoning, naast de hygiënische problemen, risico's van brand, ontploffing, vergiftiging, elektrocutie of overstrooming worden veroorzaakt en dat dit gevaar ook de buurt treft.

In het licht van deze bevindingen concludeerde hij "dat verzoeker toestemming moet krijgen om de krakers te laten uitzetten; dat er inderdaad sprake is van uiterste spoed en absolute noodzaak om deze uitzetting toe te staan".

Een kopie van dit besluit kan u uiteraard worden toegezonden.

Wat de beraadslaging van de Raad van 27 september betreft, gaat het om de erkenning van het genomen besluit en de a posteriori goedkeuring van het met spoed ingediende verzoek, overeenkomstig artikel 270 van de Nieuwe Gemeentewet.

Ten slotte is de schade voor de gemeente tweeledig. Naast het risico dat voor de openbare ruimte is ontstaan, zijn veel elementen in het gebouw zwaar beschadigd en/of gestolen. Radiatoren, koperdraden, structurele elementen zoals bijvoorbeeld de trapleuning werden gestolen en vele ramen werden gebroken. Deze diefstallen en beschadigingen veroorzaken mede het bovengenoemde risico. Anderzijds draagt de gemeente de financiële kosten van de gerechtelijke procedures die worden aangespannen om aan haar beheers- en veiligheidsverplichtingen te voldoen. Deze kosten omvatten uiteraard advocatenkosten, deurwaarderskosten, registratierechten of gewoon de tijd die het administratief personeel besteedt aan het beheer en de oplossing van het probleem.

Ik hoop dat ik uw vragen zo nauwkeurig mogelijk heb kunnen beantwoorden.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 oktober 2022

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Alain Lefebvre

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 20.10.22

#Objet : Question orale de Madame Véronique Artus relative à la désignation d'un coordinateur des intervenants pour traiter du « sans abrisme » sur notre territoire #

Séance publique

Secrétariat

Extrait du PV du collège du 4 octobre :

Procédure de coordination des intervenants pour traiter du "sans-abrisme" sur le territoire d'Auderghem (Ajouté en séance)

Décide de valider la procédure décrite dans la présente délibération impliquant l'intervention:

- *des travailleurs sociaux de rue*
- *des gardiens de la paix*
- *du service des travaux publics/voirie*
- *du CPAS compétent*
- *de la police avec la désignation d'un coordinateur (action sociale) qui centralise les informations et harmonise les acteurs de terrain afin d'éviter le double emploi et/ou l'interaction mal conduite entre intervenants. Ce coordinateur tiendra au courant au premier chef la Bourgmestre tout en respectant la déontologie professionnelle de chacun. La Bourgmestre riche des éléments qu'on lui a communiqués décide seule de la nuisance sociale que ce phénomène présente et en vertu de cela décide un arrêté d'expulsion (ou pas) en informant le coordinateur;*

Le Collège approuve le projet de délibération.

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Nous avons pu lire dans le PV du collège du 4 octobre que la commune va désigner un coordinateur des intervenants pour traiter du « sans-abrisme » sur notre territoire.

Nous avons trois questions à ce sujet :

- De quel service sera issu ce coordinateur ? Du service communal de l'action sociale ou d'un autre service ?
- Vous parlez de l'intervention du CPAS compétent, qu'entendez-vous par CPAS compétent ?
- Vous expliquez également que la Bourgmestre décidera seule de la nuisance sociale et décidera alors d'un arrêté d'expulsion (ou pas) : est-ce la même procédure qui est appliquée dans les autres communes bruxelloises ? et vers où allez-vous rediriger ces personnes si elles ne souhaitent pas

bénéficiaire des services de notre CPAS ou de celui qui est compétent ?

Merci pour vos réponses,
Le 14 octobre 2022,
Véronique Artus

• **Réponse de Sophie de Vos, Bourgmestre :**

Madame la conseillère,

Je suis très heureuse de votre question qui me donne l'occasion de remercier les différents acteurs de terrain pour le travail formidable qu'ils font au quotidien.

En effet, qu'il s'agisse des travailleurs sociaux (commune et CPAS), des gardiens de la paix, des travailleurs sociaux de rue (TSR) de la prévention, du personnel de la voirie, des policiers ou encore de la Croix-Rouge, ils participent à améliorer significativement la vie de nombreux citoyens et citoyennes grâce à leur présence quotidienne sur le terrain, leur motivation et leur engagement sans faille.

Ainsi, les personnes SDF sont contactées très régulièrement et de façon répétée par les travailleurs sociaux et constamment orientées vers des centres comme le Samu social, une assistance sociale, des AIS... Ces personnes sans abri ont des profils variés et se comportent très différemment. Nous avons ainsi des cas de personnes très discrètes comme des cas de personnes totalement désocialisées, parfois agressives connaissant des problèmes d'alcoolisme voire des troubles psychologiques, certaines détériorant les biens publics. Ces derniers cas peuvent imposer une intervention policière, la plupart du temps pour arrestation administrative ou envoi en cellule de dégrisement et, dans de rares cas, pour observation psychiatrique temporaire.

Le but de la coordination mise en place vise à ce que tous les acteurs en contact avec les SDF soient informés des autres actions prises à d'autres niveaux par les autres acteurs de terrain auprès de ces mêmes SDF afin d'éviter des situations de redondance voire contradictoires.

Si un arrêté d'évacuation doit être pris, ce sera dès lors étant donné la situation d'ensemble décrite plus haut et ce en vertu de ma compétence en la matière découlant de l'article 135 de la NLC. Ni mes prédécesseurs ni moi ne prenons d'arrêté de Bourgmestre comme première action ; nous agissons souvent à la demande des acteurs de terrains et, dans tous les cas, après avoir reçu des informations de leur part.

Comme Bourgmestre, j'assume personnellement cette responsabilité mais je ne suis pas seule juge et je ne peux concevoir l'exercice de ce pouvoir comme un exercice solitaire. Je suis une actrice parmi d'autres, intervenant dans un maillage sociale étroit.

Pour en revenir à vos autres questions : Le premier contact avec les personnes SDF émane donc des travailleurs de l'action sociale (comme indiqué d'ailleurs dans le PV du collège).

Lors de la dernière réunion rassemblant tous les intervenants sur cette matière, il a été décidé que le service de l'action sociale communale relevant des attributions de Monsieur MOLDERS se chargera de la coordination des acteurs autour du sans-abrisme.

Quand on parle de CPAS compétent, il s'agit de relever le fait que la majorité des sans domicile fixe émerge d'un autre CPAS que celui de notre commune. Dans ce cas,

nos travailleurs sociaux se mettent en correspondance avec les assistants sociaux des CPAS compétents.

Enfin, vous parlez de la pratique dans les autres communes : nous sommes certes ouverts aux bonnes pratiques mais nous restons critiques. Comme le révèlent les débats suscités par des règlements communaux sur la mendicité, ce que certains appellent « bonnes pratiques » ne l'est pas toujours et ce qui s'impose dans des contextes territoriaux très touristiques ou accueillant beaucoup d'infrastructures d'accueil n'est pas nécessairement adapté à notre territoire. Nos services sont sur la balle pour se former au contact avec les sans-abris. Nous avons encore participé à une journée de conférences et de rencontres organisée par l'asbl infirmiers de rue tout récemment intitulée "Du rêve à la réalité : la fin du sans-abrisme en Belgique". Nous attendons une prochaine formation organisée par l'ERAP en la matière.

De plus, chaque profil étant différent il n'existe pas de formule à appliquer sans discernement, raison une fois de plus à la mise en place de cette coordination entre tous les acteurs de terrain...

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 octobre 2022

Le Secrétaire communal,

L'Echevin·e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Alain Lefebvre

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 20.10.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Véronique Artus over de benoeming van een coördinator van belanghebbenden voor de aanpak van dakloosheid op ons grondgebied #

Openbare zitting

Secretariaat

Uittreksel uit de notulen van het college van 4 oktober :

Procedure voor de coördinatie van de actoren voor de aanpak van "dakloosheid" op het grondgebied van Oudergem (Toegevoegd tijdens de zitting)

Beslist

om de in dit beraad beschreven procedure met betrekking tot de interventie te valideren:

- *maatschappelijk werkers op straat*
- *vredeshandhavers*
- *van de afdeling openbare werken/wegen*
- *het bevoegde OCMW*
- *van de politie*

met de benoeming van een coördinator (sociale actie) die de informatie centraliseert en de actoren op het terrein harmoniseert, om dubbel werk en/of een slecht uitgevoerde interactie tussen de actoren te voorkomen. Deze coördinator houdt de burgemeester op de hoogte, met inachtneming van ieders beroepsethiek. De burgemeester beslist, met de informatie die zij heeft gekregen, alleen over de sociale overlast die dit verschijnsel met zich meebrengt en beslist op grond daarvan over een bevel tot uitzetting (of niet) door de coördinator in te lichten;

Het College heeft de beraadslaging goedgekeurd.

Dames en heren van het college,

In de notulen van het college van 4 oktober lezen we dat de gemeente een coördinator zal aanstellen belanghebbenden om dakloosheid op ons grondgebied aan te pakken.

We hebben hier drie vragen over:

- Van welke afdeling komt de coördinator? Van de gemeentelijke sociale dienst of een andere dienst?
- U spreekt over de tussenkomst van het bevoegde OCMW, wat bedoelt u met het bevoegde OCMW?
- U legt ook uit dat de burgemeester alleen zal beslissen over de sociale overlast en zal dan beslissen over een bevel tot uitzetting (of niet): is dit dezelfde procedure die in de andere Brusselse gemeenten

wordt toegepast? en waar zult u deze mensen naartoe sturen als ze geen gebruik willen maken van de diensten van ons OCMW of het bevoegde OCMW?

Dank u voor uw antwoorden,
14 oktober 2022,
Véronique Artus

• **Antwoord van Sophie de Vos, burgemeester:**

Raadslid,

Ik ben erg blij met uw vraag, die mij de gelegenheid geeft om de verschillende actoren ter plaatse te bedanken voor het geweldige werk dat zij elke dag doen.

Of het nu gaat om maatschappelijk werkers (lokale overheden en OCMW's), vredeshandhavers, straathoekwerkers (SSW's), wegenwerkers, politieagenten of zelfs het Rode Kruis, zij dragen in belangrijke mate bij tot de verbetering van het leven van vele burgers dankzij hun dagelijkse aanwezigheid op het terrein, hun motivatie en hun niet aflatende inzet.

Zo worden daklozen zeer regelmatig en herhaaldelijk gecontacteerd door maatschappelijk werkers en worden zij voortdurend doorverwezen naar centra zoals het Samu social, sociale bijstand, SVK, enz. Deze daklozen hebben uiteenlopende profielen en gedragen zich zeer verschillend. We hebben gevallen van zeer discrete mensen, maar ook gevallen van totaal gedesocialiseerde mensen, soms agressief, met alcoholisme problemen of zelfs psychische stoornissen, waarvan sommigen openbare eigendommen beschadigen. In deze laatste gevallen kan politieoptreden nodig zijn, meestal voor administratieve aanhouding of overbrenging naar een ontzuiveringcel en, in zeldzame gevallen, voor tijdelijke psychiatrische observatie.

Het doel van de opgezette coördinatie is ervoor te zorgen dat alle actoren die in contact staan met daklozen op de hoogte zijn van andere acties die op andere niveaus door andere actoren op het terrein met dezelfde daklozen worden ondernomen, om overbodige of zelfs tegenstrijdige situaties te voorkomen.

Indien een evacuatiebevel moet worden uitgevaardigd, zal dat gebeuren in het licht van de hierboven beschreven algemene situatie en op grond van mijn bevoegdheid ter zake krachtens artikel 135 van de NGW. Noch mijn voorgangers noch ikzelf nemen een bevel van de burgemeester als eerste actie; wij handelen vaak op verzoek van de actoren ter plaatse en in ieder geval na informatie van hen te hebben ontvangen.

Als burgemeester neem ik deze verantwoordelijkheid persoonlijk op me, maar ik ben niet de enige rechter en ik kan me de uitoefening van deze bevoegdheid niet als een eenzame oefening voorstellen. Ik ben een acteur tussen anderen, die tussenkomt in een hecht sociaal netwerk.

Terugkomend op je andere vragen: Het eerste contact met daklozen komt dus van de maatschappelijk werkers (zoals in de notulen van het college staat).

Tijdens de laatste vergadering van alle bij deze kwestie betrokken partijen is besloten dat de gemeentelijke dienst voor sociale actie, die onder de heer MOLDERS ressorteert, verantwoordelijk zal zijn voor de coördinatie van de actoren die bij dakloosheid betrokken zijn.

Als we het over bevoegde OCMW's hebben, bedoelen we dat de meeste daklozen bij een ander OCMW dan dat van onze gemeente zijn ingeschreven. In dit geval,

nemen onze maatschappelijk werkers contact op met de maatschappelijk werkers van de bevoegde OCMW's. Ten slotte spreekt u over de praktijk in andere gemeenten: wij staan zeker open voor goede praktijken, maar blijven kritisch. Zoals uit de debatten over de gemeentelijke bedelverordeningen is gebleken, is wat sommigen "goede praktijken" noemen niet altijd goede praktijken, en wat wordt opgelegd in territoriale contexten die zeer toeristisch zijn of veel opvangmogelijkheden hebben, is niet noodzakelijk aangepast aan ons grondgebied. Onze diensten zijn op dreef wat betreft de opleiding voor contact met daklozen. Wij hebben ook deelgenomen aan een dag van conferenties en vergaderingen die onlangs door de vereniging zonder winst oogmerk van straatverpleegkundigen werden georganiseerd onder de titel "Van droom naar werkelijkheid: het einde van de dakloosheid in België". Wij zien uit naar een toekomstige, door de GSOB georganiseerde opleiding over dit onderwerp.

Aangezien elk profiel verschillend is, is er bovendien geen formule die zonder onderscheid kan worden toegepast, wat eens te meer de reden is om deze coördinatie tussen alle actoren op het terrein tot stand te brengen...

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 oktober 2022

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Alain Lefebvre

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grêtry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 20.10.22

#Objet : Question orale de Madame Carinne Lenoir (DéFI) : Projet Stadmus #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames, Messieurs les membres du collège,
Chers Collègues,

Le projet d'extension de l'école Stadmus, avenue Henri de Brouckère a pour but de rassembler deux implantations scolaires sur le même site, l'augmentation importante d'élèves, d'enseignants, de parents et la construction d'un bâtiment à front de rue sur 2 étages, la mise en place d'un parking de 24 places en intérieur d'îlot et la création d'un kiss and drive.

Ce projet entraîne des craintes de nombreux riverains, augmentation de la mobilité scolaire, l'augmentation des nuisances sonores, la perte de lumière avec la création d'un nouveau vis-à-vis chez les voisins, la création d'un parking en intérieur d'îlot ce qui va amener des nuisances supplémentaires, la création d'un kiss and drive avec privatisation du trottoir existant.

Mes questions seront les suivantes :

- Est-ce qu'une étude de mobilité est liée à ce projet vu l'augmentation de la population sur le site ?
- Est-ce normal de modifier l'implantation actuelle et les gabarits en regard du quartier voisin où le terrain permet-il d'autres options ?
- Est-ce qu'on a le droit de privatiser le trottoir pour en faire un kiss and drive ?
- Est-ce qu'on a le droit d'augmenter le nombre de places de parking en intérieur d'îlot ?
- Est-ce que la commune a été concertée par le demandeur et si oui quelle a été sa réaction et quelle sera sa position ?

Je vous remercie.
Carinne Lenoir

• Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin :

Madame la Conseillère communale,
Je vais vous répondre au nom du Collège.

Le projet d'extension de l'Ecole néerlandophone Stadmus s'implante à front de l'avenue de Brouckère. Le bâtiment se développe en profondeur vers l'intérieur d'îlot. Des bâtiments anciens sont supprimés, des espaces récréatifs sont réaménagés et un parking en plein air est aménagé à l'arrière de maisons de l'avenue Berlaimont via laquelle on y accède. Par contre, ni la crèche existante avenue de Brouckère, ni le terrain à front de l'avenue Isidore Geyskens ne sont concernés par le projet qui a été déposé.

Le ministre Sven Gatz annonce par ailleurs que cette extension vise notamment à accueillir les classes de maternelle actuellement au boulevard des Invalides.

Le projet a été mis à l'enquête publique du 14 septembre au 15 octobre dernier. Le projet a été présenté lors d'une réunion publique qui s'est tenue le 22 septembre. Chacun a pu prendre connaissance du dossier complet de la demande via le site permis en ligne.

L'enquête publique a mis donné lieu à environ 50 réactions qui sont toujours en cours d'analyse mais que je ne peux que synthétiser brièvement ici :

- Caractère démesuré du programme (doublement de la capacité scolaire) contraire aux objectifs pédagogiques avec les conséquences que cela entraîne
- Manque d'intégration du bâtiment prévu à front de la rue Henri de Brouckère dans le cadre urbain avoisinant et diminution de la qualité paysagère actuelle
- Nuisances accrues en intérieur d'îlot
- Nuisances dues aux activités extra-scolaires
- Impact négatif sur la mobilité et le stationnement
- Projet néfaste pour la biodiversité et artificialisation supplémentaire des sols
- Nuisances dues au chantier

Mais aussi des réactions plus positives

- Demande d'ouverture des espaces récréatifs et des parkings aux enfants riverains
- Nouveau bâtiment pour un meilleur accueil des enfants, cela resterait une école de proximité
- Les façades de la rue ne montrent pas plus d'intérêt architectural que la façade du bâtiment projeté
- Les moments bruyants sont finalement peu nombreux sur la journée et, après 16 heures, inexistantes.
- Occupation extra-scolaires à buts éducatifs et non de fêtes

Le projet sera examiné par la Commission de concertation le 27 octobre prochain. Le Collège se déterminera ensuite en fonction de l'ensemble des éléments du dossier. L'instruction de cette demande et la décision de refus ou de délivrance du permis revient à la région.

J'en viens à vos questions.

Aucune étude de mobilité liée à ce projet n'a été réalisée. La législation ne l'impose pas. Les conséquences sur la mobilité sont abordées dans le rapport d'incidences joint au projet. Plusieurs réactions mettent en évidence des manquements à ce sujet.

Le projet modifie l'implantation des bâtiments actuels et prévoit des gabarits supérieurs. Vous me demandez si cela est normal ou s'il y a d'autres options ? Le projet s'accompagne de nombreuses demandes de dérogation au titre 1 du règlement régional d'urbanisme :

- Art 3 implantation façade avant
- Art 4 Profondeur de construction
- Art 5 Hauteur de façade avant
- Art 6 Hauteur de toiture
- Art 11 zone de recul
- Art 13 surface perméable

Certaines de ces demandes de dérogations sont, comment dire,... d'une importance certaine. Si elles étaient octroyées par la région, elles devraient être sérieusement motivées. C'est la région qui a autorité en cette

matière mais la commune pourra évidemment émettre son avis.

Comme divers réclamants, vous relevez la présence d'un kiss and drive privatisant le trottoir. Cela ne peut se faire sans un accord du conseil communal. Cet accord n'a pas été demandé.

Dans tous les projets récents la région s'est opposée à la réalisation d'emplacement de parking en plein air sur des parcelles privées et ceci même pour des écoles. Le dernier refus en date concerne 2 places à front de voirie pour le site de l'école Saint-Hubert au clos des Trois Fontaines. En autoriser en intérieur d'îlot serait manifestement contraire aux orientations actuelles.

Le 2 juillet 2021, la région a organisé une réunion de projet préalable au dépôt de la demande de permis. J'y ai fait part de réactions très similaires à celles émises par les riverains du projet. Avec Madame la Bourgmestre, à l'époque Echevine de l'Espace public et de la Mobilité, nous avons reçu les promoteurs du projet le 19 août et avons répété nos ... interrogations.

Par la suite, nous avons également assisté à une réunion d'information organisée dans l'école pour les parents et riverains et y avons rappeler nos réactions antérieures.

Nous ne dérogerons cependant pas à notre attitude habituelle : le Collège émettra son avis officiel après la tenue de la commission de concertation du 27 octobre prochain.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 octobre 2022

Le Secrétaire communal,

L'Echevine,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Alain Lefebvre

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 20.10.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Carinne Lenoir (DéFI) : Stadmus Project #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer Voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van het college,
Beste collega's,

Het project tot uitbreiding van de Stadmusschool aan Henri de Brouckèrelaan beoogt de samenvoeging van twee scholen op hetzelfde terrein, de aanzienlijke toename van het aantal leerlingen, leerkrachten en ouders en de bouw van een gebouw met twee verdiepingen aan de straatkant, de aanleg van een parkeerplaats met 24 plaatsen aan de binnenkant van het blok en de aanleg van een kus en een oprit.

Dit project wekt de vrees van vele omwonenden, een toename van de mobiliteit van de scholen, een toename van de geluidsoverlast, het verlies van licht met de creatie van een nieuwe vis-à-vis voor de burens, de creatie van een parkeerplaats binnen het blok die extra overlast zal veroorzaken, de creatie van een kiss and drive met privatisering van het bestaande trottoir.

Mijn vragen zijn als volgt:

- Is er een mobiliteitsstudie aan dit project verbonden gezien de toename van de bevolking ter plaatse?
- Is het normaal om de huidige indeling en de afmetingen ten opzichte van het aangrenzende gebied te wijzigen of laat de grond andere opties toe?
- Kunnen we de stoep privatiseren om er een kiss and drive van te maken?
- Is het toegestaan het aantal parkeerplaatsen aan de binnenkant van het blok te vergroten?
- Is de gemeente door de aanvrager geraadpleegd en zo ja, wat was haar reactie en wat zal haar standpunt zijn?

Bedankt.
Carinne Lenoir

- **Antwoord van de heer Alain Lefebvre, Schepen :**

Mevrouw het gemeenteraadslid,

Ik zal u namens het college antwoorden.

Het uitbreidingsproject van de Nederlandstalige Stadmschool ligt voor Henri de Brouckèrelaan. Het gebouw ontwikkelt zich in de diepte naar de binnenkant van het blok. Oudere gebouwen worden verwijderd, recreatiegebieden worden heringericht en achter de huizen aan de Berlaimontlaan wordt een openluchtparkeerplaats aangelegd, die via het gebouw toegankelijk is. Noch het bestaande kinderdagverblijf aan de Brouckèrelaan, noch het terrein voor de Isidore Geyskenslaan worden echter door het ingediende project aangetast.

Minister Sven Gatz kondigde ook aan dat de uitbreiding bedoeld is om de kleuterklassen die momenteel op Invalidenlaan zitten, te huisvesten.

Het project werd van 14 september tot 15 oktober aan het publiek voorgelegd. Het project werd gepresenteerd tijdens een openbare vergadering op 22 september. Iedereen kon het volledige aanvraagdossier raadplegen via Openpermits.

Het openbaar onderzoek heeft ongeveer 50 reacties opgeleverd die nog worden geanalyseerd maar die ik hier slechts kort kan samenvatten:

- Onevenredig karakter van het programma (verdubbeling van de schoolcapaciteit) in strijd met de onderwijsdoelstellingen met alle gevolgen van dien
- Gebrek aan integratie van het geplande gebouw voor de Henri de Brouckèrestraat in de omringende stedelijke omgeving en vermindering van de huidige landschapskwaliteit.
- Meer overlast in het interieur van het blok
- Overlast door buitenschoolse activiteiten
- Negatief effect op mobiliteit en parkeren
- Project schadelijk voor de biodiversiteit en extra land artificialisatie
- Overlast door de bouwplaats

Maar ook meer positieve reacties

- Verzoek om recreatiegebieden en parkeerplaatsen open te stellen voor kinderen uit de buurt
- Nieuw gebouw voor een betere opvang van kinderen, het zou een plaatselijke school blijven
- De straatgevels tonen niet meer architectonisch belang dan de gevel van het voorgestelde gebouw.
- Overdag zijn er weinig lawaaiige momenten en na 16.00 uur zijn ze onbestaande.
- Buitenschoolse activiteiten voor educatieve doeleinden en niet voor feesten

Het project zal op 27 oktober door de overlegcommissie worden onderzocht. Het College zal dan beslissen op basis van alle elementen in het dossier. De behandeling van deze aanvraag en de beslissing om de vergunning te weigeren of af te geven wordt genomen door de regio.

Ik ga nu over tot uw vragen.

Er is geen mobiliteitsstudie in verband met dit project uitgevoerd. Dat is niet wettelijk verplicht. De gevolgen voor de mobiliteit worden behandeld in het bij het project gevoegde effectrapport. Verschillende reacties wijzen op tekortkomingen in dit opzicht.

Het project verandert de indeling van de huidige gebouwen en voorziet in grotere meters. Je vraagt me of dit normaal is of dat er andere opties zijn? Het project gaat vergezeld van talrijke verzoeken om afwijking van titel 1 van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening:

- Art 3 - voorgevelindeling
- Art 4 - Bouwdiepte
- Art 5 - Voorgevel
- Art 6 - Dakhoogte
- Art 11 - achterwaartse zone
- Art 13 - doorlaatbaar oppervlak

Sommige van deze derogatieverzoeken zijn, hoe zal ik het zeggen... van een zeker belang. Als zij door de regio zouden worden toegekend, zouden zij ernstig gemotiveerd moeten zijn. Het is de regio die ter zake bevoegd is, maar de gemeente kan uiteraard haar mening geven.

Zoals verschillende eisers wijst u op de aanwezigheid van een kiss and drive die het trottoir privatiseert. Dat kan niet zonder de instemming van de gemeenteraad. Deze overeenkomst is niet aangevraagd.

Bij alle recente projecten heeft de regio zich verzet tegen de aanleg van parkeerplaatsen in de open lucht op particuliere percelen, zelfs voor scholen. De meest recente weigering betreft twee plaatsen langs de weg voor de school "Saint-Hubert" in Drie Fonteinengaarde. Ze toestaan in het interieur van het blok zou duidelijk in strijd zijn met de huidige richtsnoeren.

Op 2 juli 2021 organiseerde de regio een projectbijeenkomst voorafgaand aan het indienen van de vergunningsaanvraag. Tijdens deze vergadering heb ik reacties geuit die sterk lijken op die van de bewoners van het project. Samen met de burgemeester, destijds locoburgemeester van Openbare Ruimte en Mobiliteit, ontvingen wij op 19 augustus de initiatiefnemers van het project en herhaalden wij onze vragen.

Daarna hebben we ook een informatiebijeenkomst bijgewoond die in de school was georganiseerd voor ouders en omwonenden en hebben we onze eerdere reacties herhaald.

Wij zullen echter niet afwijken van onze gebruikelijke houding: het college zal zijn officiële advies uitbrengen na de vergadering van het overlegcommissie op 27 oktober.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCRIFT

Oudergem, 27 oktober 2022

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Alain Lefebvre